

Un contexte international et politique en mutation

Cheminer dans la vérité, parler avec puissance

Du prophète Esaïe au pasteur Bonhoeffer, d'Esther, dans l'ancien Israël, aux Mères de la place de Mai, dans l'Argentine contemporaine, les prophètes sont une réalité et ils donnent une inspiration. Dans la Bible, à intervalles réguliers, ils sont à l'honneur. La promesse de Dieu annonçant de nouveaux cieux et une terre nouvelle est en quelque sorte redevable à leurs efforts. Pourtant, la plupart des croyants, quel que soit leur engagement pour la justice de Dieu, ne se qualifieraient pas eux-mêmes de prophètes ou ne se considèreraient pas comme prophétiques. Les prophètes sont des gens inhabituels, lointains et rares. On connaît bien l'injonction: « Dites la vérité aux puissants », mais dans la vie ordinaire, la plupart de ceux qui marchent à la suite de Jésus vivent dans le silence, se sentent sans pouvoir et demeurent profondément interpellés par la question de ce qu'il faut faire face au pouvoir et lorsqu'on demande si ceux qui tentent de faire quelque chose font réellement une différence.

Bien plus, le prophète Samuel a dit la vérité au roi Saül. Il n'est pas question de médias, de forces du marché ou d'alliances internationales venant s'interposer entre eux, mais la dimension relationnelle est mise en lumière. Dans notre monde, le pouvoir s'est greffé sur les structures mondiales des influences, de la richesse, de l'information et des privilèges. Il se définit par l'image et les prérogatives. Les vieilles dynamiques de genre et de race se réinstallent dans de nouveaux modèles d'oppression. Le pouvoir est médiatisé et projeté dans des régions et des cultures entières. Ses sources sont plus impersonnelles que jamais auparavant, mais ses effets se manifestent de manière plus personnelle que par le passé.

La décennie écoulée a vu de grands changements dans le domaine du pouvoir politique. On est passé d'un monde bipolaire à une unique superpuissance, et de nouvelles possibilités s'ouvrent pour des pays tels que la Chine, la Russie et l'Inde qui jouent un rôle clé. Simultanément, la société civile manifeste son pouvoir de manière de plus en plus active, aux plans local, national et international, et, dans certaines situations, elle influence les orientations de politique générale. Certaines Églises et des organisations qui leur sont liées élaborent et mettent en oeuvre des programmes très élaborés de défense des causes humaines, malgré de fortes oppositions. Les Églises, unies dans la promotion de ces causes, ont fait du COE une boussole morale au sein d'un système international parfois confus et souvent à court de réponses viables.

Cependant un prophète, le Fils de Dieu, se tient à la porte du cœur humain et parle dans les cours du pouvoir humain: Je suis la Vérité. Bienheureux les pauvres et ceux qui sont humbles de cœur. Quoi que vous fassiez à l'un de ces petits, c'est à moi que vous le faites. Déliez les chaînes de l'oppression. Que la justice coule comme un fleuve. Cheminez humblement avec Dieu. Entendons-nous ces paroles d'espérance et prenons-nous courage?

Au cours de la **première rencontre**, les participants discuteront de la nature des pouvoirs publics dans le monde d'aujourd'hui et établiront le cadre d'une analyse plus poussée. Ils examineront le pouvoir tel qu'il se manifeste du niveau local au plan mondial, du bipolaire au multilatéral, et ils identifieront aussi les nouvelles formes qu'il revêt.

Au cours de la **deuxième rencontre**, ils examineront la capacité des Églises à cheminer dans la vérité et à parler avec puissance. Comment pouvons-nous comparer notre situation avec les

réécits bibliques en ce qui concerne l'action prophétique? En opposition à un monde plus intégré et plus complexe, quels sont les points les plus forts des Églises lorsqu'il faut s'adresser aux pouvoirs publics et aux autorités des grandes entreprises et les influencer?

Au cours de la **troisième rencontre**, nous discuterons de l'équilibre entre les actions qui dénoncent, celles qui offrent un espoir et la vie dans l'espérance. Les participants entendront des témoignages et en discuteront, et on leur demandera de choisir parmi les dons de Dieu qu'ils reçoivent au cours de cette Assemblée et qu'ils vont rapporter à leurs Églises comme expression dynamique de l'action œcuménique dans le monde: des Églises qui parlent vrai face au pouvoir comme un témoignage critique, moral, constructif et uni dans un monde que l'amour de Dieu transforme par sa grâce.

Protéger la vie des peuples et la dignité humaine

Les changements intervenus dans le contexte du monde après la fin de la guerre froide font peser de nouvelles menaces sur les droits de la personne et sur la dignité humaine. L'affaiblissement de l'Etat nation qui résulte de la mondialisation et le nombre croissant des conflits qui éclatent au sein des Etats plus qu'entre pays ont accru la violence qui s'exerce contre les populations civiles innocentes, les femmes et les enfants ainsi que les menaces contre leur dignité et leurs droits tant civils et politiques qu'économiques, sociaux et culturels.

L'action pour la justice est au cœur du message biblique. Les prophètes appellent le peuple de Dieu à agir avec justice, particulièrement en faveur des pauvres, des victimes et des opprimés (cf. p. ex. Esaïe 1,17). Le message de Jésus est un message de vie, de vie en plénitude (Jean 10,10). La Bible nous invite à envisager la justice, la vie et la dignité de façon holistique en considérant les êtres humains comme gérants de la création et en protégeant, comme Dieu le fait dans sa grâce, l'ensemble de la création avec un souci particulier pour les membres les plus faibles de la communauté (Psaume 82).

La recherche de la justice, des droits et de la vie en plénitude ne saurait se concevoir uniquement sous l'angle de l'individu. Les perspectives bibliques, théologiques et éthiques invitent à passer du plan individuel à celui de la communauté. Les traditions africaines et autochtones soulignent aussi cette conception collective de la dignité et des droits de l'être humain.

Dans ce contexte, quelle doit être la responsabilité de la communauté internationale dans la protection de la dignité des peuples contre les violations flagrantes des droits de la personne, le génocide et les crimes de guerre? Comment aborder les questions de l'impunité, de la liberté religieuse et des droits fonciers dans une perspective éthique et théologique? Quel peut être le rôle des Églises dans les situations de post-conflit et dans le domaine de la réconciliation?

Au cours de la **première rencontre**, nous ferons le point sur le contexte en mutation sur le terrain de la dignité et des droits de l'être humain; nous repérerons les nouvelles tendances et soulèverons un certain nombre de questions éthiques que la famille œcuménique doit aborder, notamment certaines conséquences de la mondialisation: les changements dans le domaine de l'économie, les inégalités de pouvoir, la sensibilité aux droits de la personne et le respect de ces droits. Nous examinerons les processus en cours dans le cadre des Nations Unies (réforme

de l'ONU, Conseil de sécurité, Commission des droits de l'homme, etc.), l'incapacité de la communauté internationale à répondre aux situations critiques et la nécessité d'appliquer les droits établis.

Lors de la **deuxième rencontre**, nous parlerons des cas d'Églises et de partenaires œcuméniques qui travaillent en faveur des droits de la personne dans des contextes divers et changeants. Il sera question notamment d'exemples historiques de soutien aux victimes de violations des droits de la personne, d'actions de soutien concernant des questions qui se posent à la base, de l'accompagnement œcuménique dans des situations dangereuses, de la participation des Églises à des activités visant la vérité et la réconciliation, etc. Nous tirerons les enseignements, pour la promotion et la protection des droits humains, des opérations réussies, de même que des difficultés que rencontrent des Églises divisées et/ou peu désireuses de prendre le risque de s'engager dans des activités relatives aux droits de la personne ; enfin, nous nous référerons au dialogue interreligieux dans cette perspective.

Au cours de la **troisième rencontre**, nous identifierons les nouveaux domaines et tendances du travail des Églises et du mouvement œcuménique en vue de la protection des droits et de la dignité des personnes; nous examinerons de nouvelles méthodes permettant d'accompagner les Églises dans des situations critiques et d'œuvrer dans un cadre œcuménique en vue de la transformation, de la paix et de la réconciliation.

Réponses des Églises face aux nouvelles menaces pesant sur la paix et la sécurité humaine

Une nouvelle vague de militarisation est en train de marquer la scène internationale. Dans les budgets des Etats, les dépenses militaires paraissent avoir une priorité beaucoup plus haute que le développement social et humain. Dans le même temps, les difficultés qui se font jour dans le domaine des traités destinés à contrôler ou à éliminer certaines armes particulièrement destructrices donnent un signal évident des nouvelles tendances qui menacent la sécurité et le bien-être des êtres humains.

Les armes légères et de petit calibre connaissent une prolifération croissante et sont responsables de la mort de 95% des personnes tuées dans les conflits armés actuels. Les acteurs non étatiques auteurs d'actes de terreur agissent à une échelle internationale et sont mieux organisés que par le passé. Les technologies militaires contrôlent de plus en plus la vie civile, conséquence de ce que d'aucuns appellent la guerre contre le terrorisme. L'industrie des armements continue à être très lucrative et de nombreux pays appliquent deux poids et deux mesures, en parlant de paix, mais en pratiquant le commerce des armes.

Le traité qui contrôle les armes les plus terrifiantes, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, est en voie d'érosion. Les armements nucléaires demeurent en état d'alerte alors que les forums intergouvernementaux destinés à les contrôler sont paralysés. L'entente de principe qui sous-tend ce traité – à savoir que les Etats possédant des armes nucléaires procèdent à leur élimination graduelle, afin que les Etats non nucléaires ne cherchent pas à en acquérir – est maintenant en ruines dans certaines régions du monde. Une reprise sérieuse des négociations est en panne. 189 Etats sont pris dans cette impasse, mais une majorité divisée ne parvient pas à l'emporter sur la politique de quelques puissants.

Dans la pensée actuelle, le concept de sécurité ne concerne plus exclusivement la sécurité nationale, mais est en train de faire place à une nouvelle idée, celle de la sécurité humaine qui comprend les droits et les besoins des individus et des communautés. Cependant, à l'ère de la « guerre mondiale contre le terrorisme », le souci de la sécurité nationale refait surface et menace les citoyens et leurs droits.

La paix, avec la justice et l'amour, sont des dons de Dieu (Psaume 85,8-13). Jésus Christ est lui-même notre paix (Ephésiens 2,14). En tant que chrétiens, nous avons pour mandat de rechercher la paix, d'y travailler et de transformer le monde en communautés de paix et de réconciliation. La Décennie « vaincre la violence » (DVV)¹ est un cadre permettant d'œuvrer en vue de la paix et de venir à bout des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité humaine.

Au cours de la **première rencontre**, nous évaluerons les nouvelles menaces pesant sur la paix et la sécurité humaine qui proviennent de la prolifération et du perfectionnement des armes, de la militarisation croissante des sociétés et des rapports entre ces phénomènes. Comment les gens considèrent-ils ces menaces contre la paix et comment les vivent-ils dans leurs réalités locales?

Lors de la **deuxième rencontre**, nous échangerons des exemples positifs de cas où des Églises s'engagent en faveur du contrôle des armes et du combat contre la militarisation en s'engageant dans les actions suivantes: destruction des armes légères après les guerres, participation au contrôle des armements, promotion de codes de conduite sur l'exportation des armes, diverses activités visant à lutter contre les armes légères dans le contexte de la Décennie 'vaincre la violence'. Quelles leçons peut-on en tirer? De quelles ressources (théologiques, éthiques, spirituelles et humaines) le mouvement œcuménique dispose-t-il pour modifier le cours des choses ?

Au cours de la **troisième rencontre**, nous traiterons de la manière dont on peut utiliser l'expérience des Églises dans le domaine des menaces futures que font peser les armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Comment associer les ressources théologiques et l'expérience pastorale à l'action politique dans la lutte contre la prolifération des armes légères? Comment aider les Églises à être plus courageuses à propos de ces questions? Comment renforcer le rôle et les potentialités de la DVV dans le domaine de la militarisation? Quel message d'espérance donner pour surmonter les peurs que provoquent les nouvelles menaces pesant sur la paix et la sécurité humaine?

Edifier des communautés hospitalières: faire face à la migration

Dans le monde entier, les gens se déplacent de plus en plus. Nombre d'entre eux sont forcés de quitter leurs communautés en raison des guerres, des violations des droits de la personne, de l'extrême pauvreté, de la dégradation de l'environnement et d'inégalités sociales. Mais d'autres s'en vont par désir d'explorer de nouvelles possibilités, pour rejoindre des membres de leur famille et pour trouver de meilleurs emplois. La migration est une réalité de la vie et l'a été depuis les temps bibliques. Tout au long de la Bible hébraïque, on trouve des appels à aimer l'étranger et l'exilé et à leur offrir l'hospitalité (Lévitique 19,33-34). L'appel du Christ à

¹ La Décennie « vaincre la violence » – Les Églises en quête de réconciliation et de paix (2001 – 2010) invite Églises, organisations et personnes individuelles à traiter des défis de la violence et de la non-violence de manière nouvelle et créatrice dans l'esprit de l'Évangile

accueillir l'étranger (Matthieu 25, 31-45) est au centre du message évangélique. Comme il a été dit lors de la session de la Commission de Foi et constitution en juillet 2004, « par la pratique de l'hospitalité authentique qui, d'une certaine manière, transcende la distinction entre celui qui reçoit et celui qui est reçu, une transformation mutuelle a lieu. » Aujourd'hui, une personne sur cinquante, dans le monde, vit hors de son pays d'origine, des millions de gens sont déplacés dans leur propre pays et la migration devient de plus en plus une question qui touche les femmes. Si la mondialisation permet une circulation plus libre des capitaux, des biens et des services, des murs s'élèvent en revanche pour limiter les mouvements des personnes. Vu sous l'angle de la « face humaine » de la mondialisation, le phénomène de la migration signifie que la plupart des sociétés sont virtuellement multiculturelles et multireligieuses. Réfugiés et migrants enrichissent les sociétés au sein desquelles ils vivent, mais le processus d'intégration est souvent difficile. Les tensions sociales s'accroissent dans de nombreux pays, et les gouvernements, les Églises et les sociétés sont aux prises avec les implications de ces mouvements de populations.

Le phénomène de la migration est complexe et interpelle les Église à de nombreux niveaux. Tandis que les gouvernements érigent des barrières pour maintenir les gens dehors – en légitimant souvent ces mesures par des raisons de sécurité –, des personnes désespérées ont recours à des actes désespérés pour fuir leur pays. Le trafic d'êtres humains s'accroît dans un grand nombre de régions. De nombreuses sociétés d'accueil connaissent une montée de racisme et de xénophobie alors que les pays que les migrants quittent souffrent de la fuite des cerveaux. Les Églises et les sociétés sont aux prises avec la question de savoir comment les migrants et les réfugiés peuvent préserver leur culture et en même temps s'intégrer dans leur nouvelle société. Dans le même temps, les immigrants établissent leurs propres Églises. Pour les Églises, c'est une interpellation qui les incite non seulement à offrir l'hospitalité à ces personnes qui arrivent dans leurs pays, mais aussi à lutter contre la stigmatisation et la discrimination présentes dans la société et de mettre en question les politiques des gouvernements. Alors que les Églises sont transformées par la présence des migrants et des réfugiés, des occasions de contact et d'une meilleure compréhension entre les religions au niveau local doivent être recherchées. Edifier des communautés hospitalières peut être une entreprise comportant des risques.

Au cours de la **première rencontre**, les participants examineront les tendances actuelles de la migration, les politiques gouvernementales, les raisons des nouvelles formes de migration et les conséquences de la migration à la fois pour les communautés d'origine et pour celles d'accueil.

Au cours de la **deuxième rencontre**, les participants discuteront la manière dont les Églises réagissent aux niveaux local, national, régional et mondial, en examinant comment elles coopèrent pour répondre aux besoins de ceux qui ont quitté leurs communautés.

Au cours de la **troisième rencontre**, ils réfléchiront à la manière dont les Églises sont mises en demeure de travailler ensemble – par-delà les frontières nationales – pour relever les défis de la migration.

Vie publique, religion et politique: ambiguïtés et possibilités

La relation entre la religion et la politique est importante tant dans la Bible hébraïque que dans le Nouveau Testament. L'histoire des Rois et des Juges illustre les caractéristiques du chef politique juste, alors que de nombreux prophètes dénoncent ceux qui abusent de leur pouvoir pour opprimer le peuple. Jésus faisait la distinction entre le règne de César et celui de Dieu (Marc 12, 7), mais ceux qui l'accusaient devant Pilate percevaient son ministère comme quelque chose d'éminemment politique (Marc 15,12. 18). L'appel qu'il adresse à ses disciples de travailler en vue de la paix et de la justice incite aujourd'hui les Églises à réfléchir au rôle qu'elles jouent dans la vie publique et la politique.

Si l'influence de la religion dans le champ politique n'est pas un phénomène nouveau, on peut observer aujourd'hui dans la plupart des cultures, des pays et des environnements une interaction croissante entre la religion et la politique, entre les processus politiques et les conflits. On reconnaît de plus en plus, semble-t-il, que la religion a sa place dans la vie publique, même si les opinions diffèrent sur la question de savoir quelle doit être cette place. Les chrétiens de toutes tendances pensent que leur foi devrait être le fondement de leur action politique, comme le pensent aussi de nombreux croyants d'autres religions. Tandis que certains se réjouissent de cet engagement politique croissant des groupes d'inspiration religieuse, d'autres manifestent de la prudence, parce que les résultats de cet engagement sont ambigus.

Dans certains cas, la religion a alimenté des conflits politiques violents et a été utilisée pour justifier des politiques empreintes de violence et d'oppression. Dans d'autres cas, elle a été un élément clé de l'édification de la paix et de la réconciliation. La religion a été étroitement liée à certaines confrontations ethniques, à des aspirations à l'indépendance nationale et à l'autodétermination, ainsi qu'à des luttes de pouvoir. Si la plupart des Églises sont d'accord sur le fait que la religion doit jouer un rôle dans la vie publique, leurs positions diffèrent quant à la forme que doit prendre cet engagement. Il est nécessaire de réfléchir et d'user de discernement au sujet de l'interaction entre la religion, les communautés religieuses et le pouvoir – et sur les dilemmes éthiques qui découlent de cette interaction – et cette réflexion est cruciale lorsqu'il s'agit de répondre à l'appel à la transformation du monde.

Lors de la **première rencontre**, nous examinerons les tendances qui existent dans différents contextes en ce qui concerne le rôle de la religion dans le champ politique et prendrons connaissance de cas provenant de différentes régions, et, de préférence, de divers contextes religieux: chrétien, musulman, juif, hindou.

Dans la **deuxième rencontre**, nous examinerons la manière dont les Églises relèvent ce défi. Des exemples de cas spécifiques provenant de contextes différents illustreront les sujets suivants: rôle de la religion dans la vie publique; droit religieux des groupes minoritaires, rôle des Églises dans les contextes post-conflit, relations entre l'Église et l'Etat.

Au cours de la **troisième rencontre**, nous nous tournerons vers l'avenir en soulevant des questions telles que: quelles sont les interpellations adressées au mouvement œcuménique pour qu'il aide les Églises à faire face aux changements actuels des manières de concevoir le rôle de la religion en politique? Comment le mouvement œcuménique peut-il réfléchir et réagir à la diversité existant entre les chrétiens sur le rôle de la religion dans le domaine politique? Comment intégrer la dimension interreligieuse dans un ordre du jour œcuménique concernant cette question décisive?